



Gueule de bois...

Communiqué du syndicat SUD éducation Limousin du 19 octobre 2018

Ce matin, à la radio, j'entends que des premiers résultats des évaluations de CP et de CE1 sont commentés. Les commentateurs omettent de dire que **de nombreux et de nombreuses collègues se sont opposé.e.s à la passation de ces évaluations imposées** et déconnectées des pédagogies propres à chaque professeur des écoles (cadre de catégorie A) **ou de faire remonter les résultats**. Quelle valeur ? Quelle légitimité ? **Et que dire du stockage des données de nos élèves par Amazon Web service** qui, même anonymisées, permettent de nourrir des prestataires privés ?

Cette annonce, qui commence à me donner des maux de ventre, n'est rien à côté de celle qui consiste à **demandeur aux collectivités de financer les maternelles privées...** Quel lien me diriez-vous ? En rendant l'école obligatoire dès 3 ans, les écoles privées peuvent bénéficier d'un budget public au même titre que les écoles élémentaires. Avec la concordance de résultats partiellement très erronés pointant le besoin urgent d'une école de qualité (payante et privée) dès le plus jeune âge, **l'enseignement public accessible à tous et à toute peut commencer à tirer sa révérence...**

Quand allons-nous dire stop ? Bien sûr qu'une action collective s'est avérée très difficile à mettre en œuvre par la peur du conflit, des sanctions, des réprimandes et de **la mise en place du PPCR qui a individualisé les situations**. « Tu comprends si je m'oppose à la hiérarchie et que j'ai bientôt une inspection, je fais comment ? Ma carrière, mon image, j'ai peur, je préfère m'adapter et attendre... mais je me sens pas bien du tout dans mon métier... ». En s'enracinant dans l'individualisation des parcours, ce discours accepte aussi que le directeur ou la directrice d'école ne soit demain qu'un simple manager issu.e du milieu de l'entreprise et non de l'enseignement.

Le dédoublement en Rep et Rep+ est un épouvantail. Quand les résultats seront bons, la dotation pour être en Rep/Rep+ ne sera plus nécessaire. Un classement des écoles pourra alors se dérouler devant nos yeux.

Si pour le moment on ne peut pas construire un front, un barrage pour sauver ce qui reste, **réfléchissons ensemble.** Depuis des années, l'Education Nationale connaît des transformations libérales. Vouloir un retour sur des pratiques (manuel, tenue, contenu, démarche, autoritarisme...) c'est faire marche arrière et si nous avons avancé et évolué c'est bien que c'était nécessaire. On peut transformer, continuer à réfléchir mais faire un pas en arrière n'a jamais fait évoluer une société.

Le plus grave reste pour nos élèves/enfants et leur famille. Les inégalités sociales et économiques vont se renforcer et les relations sociales vont devenir ingérables. Soit on part dans le privé et on fait un prêt, soit on reste dans le public et ce sera reconnaître sa condition de pauvre.

Une société qui ne prend pas soin de son éducation, qui fait en sorte que l'éducation ne soit pas une course à la consommation bancaire, est une société qui va renforcer et nourrir l'amertume.

Des modèles qui fonctionnent, il y en a plein et notamment le service PUBLIC français.

Pour tous et toutes, le conflit est inévitable ! Ne nous laissons pas faire ! Le ministère se radicalise, faisons de même ! Faisons plus que marcher dans la rue, réalisons des actions dans nos écoles et hors des murs !